

## Réflexion



**CARINE DARTIGUEPEYROU,**  
Prospectiviste et présidente  
du Cercle de la Prospective RH.

A récemment coordonné  
l'ouvrage collectif

« Au-delà de la crise financière, nouvelles valeurs, nouvelles richesses »  
(Coll. Prospective, L'Harmattan, déc. 2011).

## SORTIR DE LA CRISE FINANCIÈRE

Dans les temps de profondes remises en cause et parfois trop souvent hélas de sombre défaitisme, il est important de faire la part du vrai et du bon dans ce qu'offre l'humanité. La crise financière est un révélateur de problèmes de fonds que connaissent nos sociétés. Or il est plus qu'urgent de ne pas sombrer dans l'indifférence, le repli sur soi ou la colère. Comprendre la crise financière, et surtout vouloir en sortir, constitue un premier pas vers une résolution de la crise plus globale que nous vivons.

Cette crise est occultée par une série de facteurs psychologiques. Tout d'abord, les médias dominants ont tendance à tenir le citoyen en dehors de la compréhension des réels enjeux financiers planétaires. D'autre part, la critique se fait souvent le relais du côté caricatural du trader ou spéculateur présenté comme trop technicien, volatile, irrationnel voire névrosé. Enfin, le milieu de la finance lui-même cherche à maintenir une image de sérieux se donnant des airs parfois froids et austères pour gagner la confiance de ses clients.

C'est comme si tout était fait pour rendre la finance inaccessible ! Or c'est, selon nous, justement là le problème. La finance doit arrêter de faire « bande à part » pour réintégrer les enjeux plus largement économiques et sociaux. Elle doit entrer en interdépendance avec l'ensemble des paramètres de la mutation planétaire. En un mot, elle doit s'humaniser et, pour se faire, reprendre un visage plus humain.

### Changer nos représentations pour mieux comprendre la crise financière

Alors que la croissance démographique mondiale nous tire vers les 9 milliards d'habitants et que les problèmes écologiques se précisent, nous sommes amenés à revoir la

finalité de notre civilisation actuelle à commencer par nos modes de vie, de consommation, de production et d'éducation. La crise financière intervient dans ce contexte de mutation planétaire. Trouver des solutions à la sortie de crise financière nécessite avant tout de changer nos représentations. Cela nous invite à nous placer dans une dynamique organique afin de retrouver vitalité et désir d'entreprendre. Rappelons quelques enjeux qui sont liés les uns aux autres et interagissent ensemble.

Un premier enjeu concerne l'endettement général et le report de la dette sur les citoyens. Ces trente dernières années, les dettes ont représenté à titre d'exemples, 60 % du PIB en Corée du Sud (1997-2000), 45 % en Malaisie (1997-2000), 41,2 % au Chili (crise de 1981-1983). L'agence Bloomberg estime que la crise de 2008 aux Etats-Unis a coûté 7,7 trillions de dollars aux citoyens américains, soit 24 000 dollars par personne. La dette concerne tous les pays, est devenue en terme de poids incommensurable et pèse sur les Etats mais aussi sur les ménages comme nous le rappelle Philippe Derruder.

Un second enjeu est représenté par la financiarisation de l'économie. Les actifs financiers dans le monde représentent environ 220.000 milliards de dollars, soit

plus de quatre fois le PNB mondial. Le volume des transactions financières témoigne également du différentiel qui s'est installé entre la finance et l'économie et la sphère financière pèse 12 fois plus que l'économie réelle dans les échanges.

Un troisième enjeu concerne le système monétaire institué depuis 1971 sous le président américain Nixon et qui repose sur un système de change flottant. Or celui-ci est devenu inadapté et nécessite d'être réformé. Selon Bernard Lietaer citant les données de la Banque mondiale, 96 crises bancaires et 176 crises monétaires ont eu lieu pendant ces vingt-cinq dernières années, ce qui montre que le problème est bien structurel. Les actions entreprises depuis 2008 ont cherché à colmater des problèmes mais c'est de fait une stratégie de fuite avant qui s'est instaurée. Une réforme profonde du système existant est donc nécessaire mais ne peut suffire à elle seule. Elle doit s'accompagner d'autres pistes plus innovantes qui existent à petites échelles et permettront de renforcer la résilience de nos sociétés. Comme Bernard Lietaer le souligne, pour que le système monétaire renforce sa résilience, il faut combiner efficacité et diversité. Ce qui signifie qu'il faut à la fois réformer le système bancaire classique mais également et surtout renforcer le rôle des monnaies complé-

mentaires pour favoriser la résilience de la sortie de crise.

Un quatrième enjeu relève des inégalités et de la paupérisation puisque moins de 10% de la population mondiale détient 80% de la richesse financière mondiale et que 50% de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour. A cela s'ajoute diverses formes de précarité et d'exclusion qui s'étendent à tous les pays, y compris les plus riches.

Un cinquième enjeu, celui de la gouvernance concerne plus particulièrement les décideurs. On comprend aujourd'hui les limites des gouvernements qui se plient à des logiques financières éloignées de toute éthique et de tout fondement social. La coresponsabilité appelle les citoyens à chercher à comprendre et à participer mais elle touche également les décideurs qui doivent chercher à établir un nouveau contrat social. La sortie de cette crise provoquée par certains doit viser à restaurer la confiance et l'intérêt général. Comme dans tout changement on ne sait ce à quoi on aboutira in fine, il est donc d'autant plus important de baliser le processus, de communiquer tout au long de celui-ci et de s'appuyer sur des stratégies d'alliance et d'interdépendances.

### Mesurer autrement et innover

La réflexion consacrée aux nouveaux indicateurs de mesure, autres que le PIB, plus adaptés aux nouveaux enjeux économiques (comme la mesure des actifs immatériels), sociaux (comme le bien être) ou écologiques (comme la mesure des impacts sur l'environnement) n'a rien de neuf. Différentes voies ont été explorées par des institutions tant nationales qu'internationales. Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a conçu un indice de développement humain (IDH) pour procéder à l'étalonnage des pays sur la base de mesures combinées du PIB, de la santé et de l'éducation. Avec son calcul des

économies réelles, la Banque mondiale a été pionnière dans l'intégration des aspects sociaux et environnementaux lors de l'évaluation de la richesse des nations. L'OCDE a mis en œuvre le projet global « Comment mesurer le progrès des sociétés ». Ce projet encourage l'utilisation de nouveaux indicateurs de manière participative. Plusieurs ONG mesurent « l'empreinte écologique » – une mesure qui a été officiellement reconnue en tant qu'objectif en matière de progrès environnemental par certaines autorités publiques. Des experts en ressources humaines cherchent des indices pilotes du bien-être en entreprise. L'Union européenne et les États membres ont développé et utilisent une vaste gamme d'indicateurs sociaux et environnementaux, souvent regroupés en séries d'indicateurs de développement durable. En France, plusieurs gouvernements ont commandé des rapports (rapport Viveret, rapport Stiglitz).

Et pourtant, malgré les initiatives françaises, européennes et internationales pour développer ces nouveaux indicateurs, rien ne semble changer au niveau macro-économique. Ceci est d'autant plus frustrant que la société civile semble, elle, en faveur d'une évolution : un sondage Eurobaromètre réalisé en 2008 montrait en effet que plus des deux tiers des citoyens de l'Union européenne estimaient que les indicateurs sociaux, environnementaux et économiques devraient être utilisés de la même manière que les indicateurs économiques pour évaluer le progrès, et moins d'un sixième des citoyens préfèrent une évaluation reposant principalement sur des indicateurs économiques (repris dans une Communication de la Commission européenne, août 2009).

### Pour un leadership incarné et plus humain

Le blocage actuel n'est pas technique mais bien celui du leadership. Les raisons sont à trouver moins dans les indicateurs et dans les monnaies que dans nos politiques

nationales et internationales qui doivent adopter un nouveau rapport aux valeurs et aux richesses. La crise financière nécessite de remettre du bon sens, de la « mesure » au sens de sagesse, du vivant à la place du mortifère. Elle appelle un nouveau type de gouvernance mondiale celui de l'interdépendance qui prend en compte les nouveaux enjeux de solidarités (problèmes écologiques, disparités sociales, accès à l'emploi, arbitrages intergénérationnels, etc) dans leur globalité. La finance ne peut rester à l'écart.

La baisse de confiance dans le système monétaire classique nécessite de revoir les bases du contrat social entre ses membres. La crise financière appelle comme d'autres politiques de changer d'échelle et à effectuer une transition économique. En cela elle offre également une opportunité d'aller vers plus de coordination internationale, de réformer réellement le système financier international classique tout en s'appuyant sur les innovations monétaires de toutes sortes. Car comment expliquer que l'absence d'éthique règle une partie du quotidien des marchés financiers ? Comment justifier l'absence de réglementation ? Comment expliquer que bien que de nouveaux indicateurs de mesure de la richesse (économique, social et écologique) existent, ils soient si peu utilisés pour le pilotage des politiques publiques ?

L'urgence est donc bien de changer d'attitude et pour les décideurs, en particulier, de changer leurs représentations. Nous devons inventer de nouveaux modes de gouvernance. C'est faire le « pari de l'improbable », selon l'expression d'Edgar Morin, mais c'est aussi oser établir une nouvelle forme de confiance. Cela implique de mettre en place de nouvelles formes d'engagement, de valoriser les valeurs croissantes comme l'émancipation, la solidarité et la simplicité, de créer une nouvelle éthique des relations et de l'action. Sortir de la crise financière, c'est affirmer un leadership incarné et plus humain. ●